

Utilisation des bombes à fragmentation par l'armée américaine lors des bombardements de l'Afghanistan

- *De la justice* –

Shintaro YUZAWA

Immédiatement après les attentats terroristes du 11 septembre, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 1368 du 12 septembre 2001, qui reconnaît aux États-Unis « Le droit inhérent (an inherent right) » de se défendre.

Ainsi, la riposte militaire américaine n'est pas une vengeance, mais réalisée dans le cadre de la justice.

Pourtant, quand les B 52 ont commencé les bombardements en Afghanistan à plus de 5000 mètres d'altitude, faisant de nombreuses victimes civiles, je me suis interrogé sur le sens de la « justice » que le gouvernement américain entend réaliser. Quelle justice, quand la censure militaire (black out) interdit de montrer les victimes civiles, et finalement, on oublie l'injustice qu'elles ont subie ?

Par exemple, le média français n'a pratiquement pas parlé de l'utilisation par l'armée américaine des « bombes à fragmentation (Cluster bomb unit CBU-87 et CBU-89)»¹, ces bombes contenant des mines antipersonnelles lors de

¹ « Les Américains sont accusés d'avoir largué des bombes contenant des mines antipersonnel », *Le Monde*, mardi 23 octobre 2001

bombardements en Afghanistan. Ces bombes ont déjà fait des victimes civiles, y compris les enfants, et continueront de faire même après la guerre.

Il faut rappeler que l'Afghanistan est le pays le plus miné de la planète, des dizaines de millions de mines pour 20 millions d'Afghans. C'est l'armée rouge qui est le principal responsable du minage de l'Afghanistan. Les Soviétiques ont notamment largué des mines « papillons », des mines en forme de poupées attirantes pour les enfants².

Ce qui est plus inquiétant, c'est que le gouvernement américain a refusé d'exclure la possibilité de recourir aux armes nucléaires tactiques(la bombe B61-11)³

« Injuste ! » - Tel est le cri des victimes oubliées. Tel est le cri de la « victime que l'utilitarisme est prêt à sacrifier au bénéfice de l'intérêt général. »⁴

Contre la conception utilitariste de la justice, qui justifie la situation où les moins favorisés sont sacrifiés dans l'intérêt général (la stratégie du bouc émissaire), John Rawls propose le principe de la « Justice comme équité (Justice as Fairness) ⁵ » qui affirme que les inégalités ne sont justifiées que dans la mesure où elles profitent aux moins favorisés. Cette priorité absolue des moins favorisés est nécessaire pour obtenir la coopération volontaire de tous.

« La justice mondiale » que les États-Unis prétendent réaliser favorise-t-elle les moins favorisés? Il est permis d'en douter.

² « Afghanistan, le pays le plus miné de la planète » *Le Monde*, jeudi 18 octobre 2001

³ « "Mininuke", la bombe secrète », *Le Monde*, mercredi 21 novembre 2001

⁴ Paul Ricœur, *Le Juste*, éd. Esprit, 1995, p 94

⁵ John Rawls, *Théorie de la justice*, Seuil, 1987 (trad. Catherine Audard, titre original A Theory of Justice, Harvard University Press, 1971).

De tout temps, l'homme s'est interrogé sur le sens de la souffrance des innocents, « le caractère injustifiable de la souffrance de l'autre homme », comme dit Lévinas⁶. Cette interrogation est devenue un dialogue avec Dieu-personne dans l'histoire d'Israël - le livre de Job en est le meilleur exemple - mais finalement la réponse nous a été révélée par l'incarnation de Jésus-Christ, Dieu qui est un Juste souffrant. Grâce à cela nous les chrétiens avons acquis le savoir - c'est-à-dire la foi - que « Dieu montre sa justice dans les temps présents (Épître aux Romains, 3,25) »

Le Président américain George W. Bush a dit : « Nous sommes bons », et que « Nous combattons le Mal »⁷ Mais le Mal est aussi en nous. Si l'Amérique continue ainsi à se détourner - et nous détourner - de la misère de l'homme, elle ne pourra qu'accroître l'injustice, c'est-à-dire la violence.

Le 6 février 2002, à Paris

(Le représentant du Centre Catholique Japonais de Paris)

⁶ Emmanuel Lévinas, *Entre nous*, éd. Grasset, 1991, Le livre de poche, p 109

⁷ Conférence de presse du Président George W. Bush, 11 octobre 2001